



**Convention internationale sur  
l'élimination de toutes les formes  
de discrimination raciale**

Distr. générale  
14 février 2014

Original: français

---

**Comité pour l'élimination de la discrimination raciale**  
**Quatre-vingt-quatrième session**

**Compte rendu analytique de la 2277<sup>e</sup> séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 11 février 2014, à 15 heures

*Président(e)*: M. Calí Tzay

**Sommaire**

Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties  
en application de l'article 9 de la Convention (*suite*)

*Huitième et neuvième rapports périodiques de l'Ouzbékistan*

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.14-40782 (F) 130214 140214



\* 1 4 4 0 7 8 2 \*

Merci de recycler



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

**Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention** (*suite*)

*Huitième et neuvième rapports périodiques de l'Ouzbékistan* (CERD/C/UZB/8-9; CERD/C/UZB/Q/8-9; HRI/CORE/UZB/2010)

1. Sur l'invitation du Président, la délégation ouzbèke prend place à la table du Comité.
2. **M. Saidov** (Ouzbékistan) dit que le rapport a été élaboré conjointement par 30 organes publics et 20 organisations non gouvernementales (ONG) ouzbèkes. Il invite les membres du Comité à se reporter également à d'autres documents soumis parallèlement au rapport, dont des renseignements sur l'exécution du plan national d'action pour la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité dans ses observations finales concernant les sixième et septième rapports de l'Ouzbékistan (CERD/C/UZB/CO/6-7) et un bilan publié en 2014 de l'application de la Convention dans son pays. Plus de 130 groupes nationaux ou ethniques et 16 communautés religieuses coexistent pacifiquement en Ouzbékistan depuis plus de trois mille ans. L'objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'accès de tous à l'éducation primaire a été atteint, le taux d'alphabétisation s'établissant à 99,7 % dans le pays. Toutes les minorités nationales exercent leur droit à l'éducation et, aux niveaux secondaire et supérieur, l'enseignement est proposé en sept langues (ouzbek, karakalpak, russe, tadjik, kazakh, turkmène et kirghize). On dénombre plus de 1 300 médias, lesquels diffusent des informations en 12 langues.
3. Après un passage en revue des initiatives prises pour mettre la législation interne en conformité avec la Convention et pour donner effet à ses dispositions (voir par. 65 et suiv.; 194 et suiv., 213 et 252 du rapport), M. Saidov dit que, le 11 décembre 2013, afin de donner suite aux précédentes observations finales du Comité et à sa Recommandation générale n° 17 concernant la création d'organismes nationaux pour faciliter l'application de la Convention, le Conseil des ministres a adopté un décret prévoyant d'allouer davantage de ressources financières et humaines au Centre national des droits de l'homme. Les institutions ouzbèkes des droits de l'homme, à savoir le Médiateur et le Centre national des droits de l'homme, sont pleinement conformes aux Principes de Paris. Un système de surveillance des droits de l'homme a été créé au sein des trois branches du pouvoir. Les organisations de la société civile qui mènent des activités dans le domaine des droits de l'homme reçoivent des aides de l'État et, au cours des cinq années écoulées, 30 milliards de sum leur ont été alloués sous forme de subventions. De 2012 à 2014, l'Ouzbékistan a reçu la visite du Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, Ivan Šimonović, d'une délégation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), de hauts fonctionnaires de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de la Représentante spéciale de l'Union européenne pour l'Asie centrale ainsi que du Haut-Commissaire aux minorités nationales de l'OSCE, lequel se rend chaque année dans le pays.
4. **M. Mukhammadiev** (Ouzbékistan) dit que le Centre culturel interethnique d'Ouzbékistan, qui a été créé en 1992, est chargé de coordonner les travaux d'environ 140 centres culturels représentant des groupes nationaux ou ethniques vivant en Ouzbékistan. Ces centres s'emploient non seulement à promouvoir la culture du groupe qu'ils représentent, mais aussi à sensibiliser les jeunes aux valeurs de tous les autres groupes nationaux ou ethniques. Ils organisent des manifestations culturelles, vérifient la qualité de l'enseignement dispensé dans les langues des minorités nationales et publient des journaux dans leurs langues respectives.

5. **M. Djasimov** (Ouzbékistan) dit que les autorités de son pays sont vivement préoccupées par le phénomène de la traite, des citoyens ouzbeks ayant été vendus à des fins d'exploitation par le travail et de prostitution forcée. L'Ouzbékistan a adhéré à tous les principaux instruments internationaux en la matière, dont la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, et adopté une loi sur la lutte contre la traite. Il a conclu des accords de coopération dans le domaine de la lutte contre le crime organisé avec 30 États. Il a aussi conclu des accords d'entraide judiciaire, notamment en matière pénale, avec 17 États ainsi que des traités d'extradition avec sept États. En juillet 2008, on a créé la Commission interministérielle chargée de la lutte contre la traite, qui est présidée par le Procureur général de la République et composée de plusieurs ministres ainsi que du Médiateur et du chef du Centre national des droits de l'homme. Des antennes régionales ont été mises en place dans tout le pays. La prise en charge des victimes est assurée par le Centre national de réadaptation pour les victimes de la traite des êtres humains. Cette institution accueille ces personnes en toute confidentialité, les aide à contacter leurs proches et leur propose des soins médicaux, un accompagnement psychologique et des services de conseil juridique. À ce jour, le Centre a accueilli un millier de victimes de la traite. En 2013, dans le cadre de l'application de la législation relative à la lutte contre la traite, 1 392 victimes ont été découvertes, dont 1 267 avaient été emmenées à l'étranger, notamment en Fédération de Russie, au Kazakhstan, aux Émirats arabes unis, au Liban, en Chine, en Inde, en Malaisie, en Grèce et en Norvège. Un millier d'entre elles avaient été exploitées par le travail tandis que 370 avaient été contraintes de se prostituer. On dénombrait parmi elles 30 mineures et près de 500 femmes. La plupart des victimes (91,2 %) étaient ouzbèkes, les autres étant russes (2,5 %), tadjikes (1,6 %), tatares (1 %) ou kazakhes (1 %). La même année, les tribunaux ont condamné 650 personnes, dont quatre étrangers, pour des infractions liées à la traite. Des activités de sensibilisation ont été menées avec la participation active d'ONG afin d'informer le public de la gravité de ce phénomène et de l'encourager à se méfier des offres d'emploi douteuses à l'étranger. Actuellement, 97 % de la population sait en quoi consiste la traite et comment éviter d'en être victime.

6. **M. Diaconu** (Rapporteur pour l'Ouzbékistan) dit que le rapport à l'examen contient très peu de données sur les groupes minoritaires qui vivent sur le territoire national, notamment sur les Tadjiks, les Kazakhs, les Russes, les Karakalpaks, les Turkmènes, les Tatars et les Ukrainiens, empêchant le Comité de se faire une idée précise de leur situation. La délégation est invitée à donner des informations plus précises sur ces personnes et à indiquer combien le pays compte d'apatrides et s'ils peuvent acquérir la nationalité ouzbèke. Des renseignements sur le nombre de Roms vivant dans l'État partie seraient également bienvenus, de même qu'une explication au sujet de l'affirmation selon laquelle la majorité des Roms serait satisfaite de son sort alors que 62 % d'entre eux sont sans emploi. Il n'existe pas d'interdiction générale de la discrimination raciale dans l'État partie et la définition de la discrimination figurant dans les nombreuses lois adoptées pour protéger les droits de l'homme n'est pas conforme à celle donnée par la Convention, les termes «race» et «discrimination raciale» étant entendus dans leur acception traditionnelle, c'est-à-dire définis selon des critères biologiques et non d'appartenance ethnique. Les organes publics et la population ouzbèke doivent comprendre très clairement ce que recouvre la notion de discrimination raciale. Les lois adoptées pour assurer la mise en œuvre de l'article 4 de la Convention ne couvrent pas non plus toutes les dispositions de cet article puisqu'aucune ne déclare délits punissables par la loi la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, l'incitation à la discrimination raciale ou la provocation à de tels actes dirigés contre des personnes d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique. L'État partie doit ériger la discrimination raciale en infraction pénale spécifique et la sanctionner comme il convient. Le Comité ne peut accepter l'affirmation selon laquelle la discrimination raciale n'existe pas en Ouzbékistan puisqu'aucune plainte n'a été déposée pour ce motif. Tous les pays connaissent une forme ou une autre de discrimination.

L'État partie doit reconnaître qu'il ne fait pas exception et s'attaquer au problème en améliorant sa législation et son cadre institutionnel et en assurant la pleine mise en œuvre des lois de protection des droits de l'homme qu'il a adoptées.

7. Le Rapporteur souhaite connaître la composition des makhallas (communautés locales) et savoir plus particulièrement si elles regroupent uniquement les membres d'une même ethnie ou toutes celles qui vivent dans une région donnée. L'Ouzbékistan doit résoudre le problème de l'expulsion de prévenus vers des pays où leur vie risque d'être menacée en tenant compte des normes du droit international et pas seulement de sa législation en matière d'extradition, l'extradition différant sensiblement de l'expulsion. Le Comité ne peut que reprendre à son compte les recommandations adressées à l'État partie dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU) tendant à ce qu'il combatte plus efficacement la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants dont un grand nombre serait originaire de pays limitrophes. Le Rapporteur aimerait savoir si les tribunaux nationaux ont été saisis d'affaires de discrimination raciale. Il est étonnant de constater que 28,1 % des personnes d'origine slave ont indiqué sentir des tensions ethniques dans leur vie quotidienne, de même que 26,3 % des personnes d'origine tadjike, et qu'aucun membre de ces communautés n'ait porté plainte pour discrimination ethnique ou raciale. Il serait intéressant de comprendre pourquoi aucune plainte n'a non plus été adressée au Ministère du travail pour discrimination dans le domaine de l'emploi alors qu'une loi de 2002 le permet. Enfin, M. Diaconu demande pourquoi le Médiateur parlementaire n'est pas compétent pour examiner les affaires soumises à la juridiction des tribunaux, alors que la plupart de celles qui concernent une violation des dispositions de l'article 4 de la Convention tombent précisément, en vertu de l'article 197 du Code pénal, sous le coup de la loi, et quelles sont les violations se rapportant à la Convention qui relèvent de sa compétence.

8. **M. Yeung Sik Yuen** demande à la délégation d'expliquer la contradiction apparente entre le paragraphe 113 du rapport à l'examen, qui indique que 28,1% des personnes d'origine slave interrogées et 26,3 % de celles d'origine tadjike considèrent que des tensions ethniques se produisent parfois dans la vie quotidienne, et le paragraphe 112 qui affirme que 5 à 6 % seulement des personnes interrogées en 1999-2010 indiquent avoir fait face à des manifestations de nationalisme dans leur quotidien. Comment les makhallas, des communautés locales qui semblent jouer un rôle important pour la consolidation de la paix et l'entente interethnique, sont-elles composées et qui nomme leurs membres? Compte tenu des nombreuses conditions requises par l'article 156 du Code pénal aux fins de qualification de l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse, la délégation est invitée à indiquer combien de poursuites ont été menées en application de cet article et combien de condamnations et d'acquittements prononcés. Notant que les juges sont élus pour cinq ans, il souhaite savoir qui les élit et s'ils peuvent être révoqués.

9. **M. Kemal** dit que l'affirmation selon laquelle une majorité écrasante d'Ouzbeks, de l'ordre de 97 %, considère qu'il n'y a pas de discrimination raciale dans le pays à l'égard de l'un ou l'autre des groupes ethniques qui y vivent, relève soit de méthodes statistiques défectueuses, soit d'un optimisme excessif. Il est étonnant qu'aucune plainte n'ait été formée pour discrimination fondée sur l'appartenance ethnique ou raciale et que les parquets n'aient été saisis d'aucune affaire pénale se rapportant à l'article 141 du Code pénal, qui érige en infraction pénale toute violation des droits des citoyens pour des motifs liés à la race, à l'appartenance nationale ou à la religion. À cet égard, le Comité est d'avis que l'absence de plainte pour discrimination raciale ou ethnique n'est pas nécessairement positive et qu'elle peut être le signe d'une méfiance à l'égard des autorités judiciaires ou d'une méconnaissance des lois. Enfin, M. Kemal invite la délégation à expliquer comment l'enquête sociologique pilote sur la situation économique des Roms, évoquée aux paragraphes 312 et suivants du rapport, peut avoir conclu que 99 % des Tziganes interrogés

estiment ne faire l'objet d'aucune discrimination alors que des sources affirment que plus de 60 % d'entre eux sont au chômage.

10. **M. Avtonomov** voudrait savoir ce qu'il est advenu des 100 000 personnes qui avaient été accueillies en Ouzbékistan suite aux événements tragiques survenus entre le 11 et le 15 juin 2010 dans le sud du Kirghizistan, quel est le nombre total de Tziganes, de Roms et de Luli dans l'État partie et si les quelque 63 % d'élèves tziganes qui ont suivi un enseignement primaire en sont sortis avec un niveau d'instruction équivalent à celui des élèves ouzbeks. Il demande s'il y a dans l'État partie un regain d'antisémitisme, et si les juifs européens et les juifs de Boukhara ont des besoins différents, auquel cas l'État partie devrait en tenir compte dans l'élaboration de ses politiques. Faisant référence aux paragraphes 85 et 86 du rapport qui fournissent des données démographiques, il aurait apprécié que ces données permettent de connaître l'évolution numérique des différents groupes de population au fil des ans. Conscient que l'État partie privilégie de plus en plus l'alphabet latin au détriment de l'alphabet cyrillique, il aimerait savoir comment les autorités compétentes entendent préserver le patrimoine littéraire édité en cyrillique afin que les jeunes générations y aient accès.

11. **M. Murillo Martínez** demande quelle est l'ampleur, dans l'État partie, de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail, notamment dans la production de coton, et si le Gouvernement ouzbek entend combattre ce phénomène au niveau transnational, en proposant notamment d'instaurer davantage de transparence sur la chaîne de l'offre et de réglementer les produits issus de cette production. Il voudrait savoir de quels pays sont originaires les personnes victimes de la traite, dont la plupart seraient de surcroît mineures.

12. **M. Kut**, faisant référence à l'enquête réalisée en 2011 pour recenser les différents groupes de population mentionnée au paragraphe 85 du rapport, demande de quelle origine sont les «586 864 personnes appartenant à d'autres nationalités», et si les Turcs meskhètes ont été comptabilisés dans ce groupe. Il pose ensuite la question de savoir si l'absence de plainte pour discrimination raciale n'est pas liée au fait que l'État partie n'a toujours pas adopté de définition de la discrimination raciale dans sa législation.

13. **M. Bossuyt** ne comprend pas pourquoi les Ouzbeks souhaitant se rendre à l'étranger doivent systématiquement obtenir au préalable une autorisation de sortie du territoire et demande ce qui justifie que certaines catégories de personnes doivent obtenir une autorisation de résidence permanente (*propiska*) si elles veulent s'établir dans la ville ou la province de Tachkent. Faisant référence au paragraphe 311 du rapport, il s'étonne que, en matière d'acquisition de la nationalité ouzbèke ou d'obtention d'une *propiska*, la Cour constitutionnelle transmette parfois «aux services compétents» les recours dont elle a été saisie, plutôt que de rendre une décision contraignante comme elle devrait être habilitée à le faire. Il apprécierait un complément d'information à ce sujet. Enfin, M. Bossuyt demande en quoi consiste la protection juridique accordée aux citoyens «aussi bien sur le territoire [ouzbek] qu'en dehors de celui-ci» mentionnée au paragraphe 292 du rapport, et note avec préoccupation que l'État partie ne s'est pas doté de dispositions réglementant le droit d'asile et n'a pas ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

14. **M. Vázquez** juge préoccupant que le droit d'exercer la profession d'avocat soit renouvelé tous les trois ans, d'autant plus que, d'après des sources dignes de foi, il arriverait que les avocats qui défendent des clients mettant en cause le Gouvernement soient ensuite privés de ce droit. La délégation pourrait fournir un complément d'information à ce sujet et indiquer en outre si l'État partie envisage d'accueillir le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges prochainement. Elle pourrait en outre indiquer s'il est exact que les membres d'ONG, les défenseurs des droits de l'homme et les personnes qui saisissent le Médiateur parlementaire sont souvent victimes de représailles et que les femmes ayant deux enfants ou plus sont souvent victimes de stérilisation forcée,

en particulier les Luli. Enfin, croyant comprendre que le système de *propiska* a été mis en place à Tachkent pour éviter que les membres des minorités ethniques puissent s'établir dans des régions plus prospères, il demande à la délégation de s'exprimer sur ce point.

15. **M. Amir** demande comment sont distribuées les ressources en eau du pays qui sont assez modestes et, plus précisément, si elles suffisent pour la consommation humaine et l'agriculture, sachant que l'Ouzbékistan est le pays le plus peuplé d'Asie centrale. Il aimerait savoir s'il est exact que la langue russe est enseignée à des fins de cohésion sociale, et s'il y a en Ouzbékistan des rites musulmans autres que le rite sunnite et, dans l'affirmative, comment sont réglés les éventuels conflits entre musulmans de rites différents.

16. **M. Saidov** (Ouzbékistan) dit que le Gouvernement ouzbek a veillé à diffuser aux différents organes de l'État, aux personnels judiciaires, aux ONG, aux journalistes et à la population en général les recommandations formulées par le Comité à l'issue de l'examen du rapport précédent ainsi que les recommandations issue de l'Examen périodique universel auquel l'Ouzbékistan s'est soumis. Le Gouvernement ouzbek continuera de s'inspirer de ces recommandations dans le cadre de la modification de sa législation et poursuivra le dialogue avec la société civile qui joue un rôle prépondérant dans l'élaboration des mesures propres à donner suite à ces recommandations et dans le suivi de leur mise en œuvre. Il a d'ailleurs créé une commission parlementaire destinée à appuyer la société civile, qui a déjà financé plus d'un millier d'ONG œuvrant en faveur des jeunes, des femmes ou encore des handicapés.

*La séance est levée à 18 heures.*